

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200855]

**23 JANVIER 2014. — Décret modifiant certaines dispositions du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives aux centres et aux fédérations de planning et de consultation familiale et conjugale (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Les dispositions du Titre II du Livre 3 de la Deuxième Partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Titre II - Centres et fédérations de centres de planning et de consultation familiale et conjugale.

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Principes généraux*

**Art. 183.** En vue de l'octroi des subventions prévues par le présent Titre, les centres de planning et de consultation familiale et conjugale, ci-après dénommés les centres de planning familial, sont agréés par le Gouvernement.

**Art. 184.** Les centres de planning familial ont leurs activités dans la région de langue française et sont créés à l'initiative d'une autorité publique ou d'une association sans but lucratif.

**Art. 185.** A des fins d'information, tous les actes ainsi que les publicités, affichages et supports dématérialisés émanant du centre de planning familial mentionnent « Centre de planning familial et de consultation familiale et conjugale agréé et subventionné par la Région wallonne ».

CHAPITRE II. — *Centres de planning familial**Section 1<sup>re</sup>. — Définitions*

**Art. 186.** Les centres de planning familial sont des services ambulatoires qui ont pour finalité de contribuer à l'optimisation de la santé et à l'épanouissement social en abordant les aspects de la vie affective, relationnelle et sexuelle dans une approche pluridisciplinaire, positive et respectueuse de la possibilité pour les personnes :

- 1° de vivre une sexualité consciente, responsable, épanouissante et sûre;
- 2° d'avoir des pratiques sexuelles en toute sécurité et sans contrainte, discrimination ou violence;
- 3° de bénéficier de soutien à la préparation à et durant la vie de couple et à la parentalité responsable;
- 4° de disposer de choix de méthodes de régulation de la fécondité sûres, efficaces, abordables et acceptables;
- 5° de disposer de la liberté de choix quant à l'opportunité ou la continuité d'une grossesse.

**Art. 187.** Les centres de planning familial ont pour missions :

- 1° l'information, la sensibilisation et l'éducation en matière de vie affective, relationnelle et sexuelle;
- 2° la promotion de la contraception et l'amélioration de son accessibilité;
- 3° la prévention des grossesses non souhaitées et l'accès à l'avortement visé à l'article 350 du Code pénal. L'accès à l'avortement implique que tout centre de planning soit procède à l'avortement, soit oriente, voire accompagne, la personne qui souhaite en bénéficier, vers un centre ou planning qui y procède si son personnel ou les médecins y attachés ne veulent pas y procéder. Aucune demande ou détresse ne peut rester sans réponse dans le chef d'un centre de planning;
- 4° la prévention et le dépistage des infections sexuellement transmissibles;
- 5° l'aide et l'accompagnement des personnes en lien avec leur vie affective, relationnelle et sexuelle;
- 6° la prévention des violences exercées au sein des couples et, le cas échéant, leur prise en charge sans préjudice des compétences des organismes intervenant en la matière;
- 7° l'information au public sur les notions de droit familial;
- 8° l'organisation des animations liées aux missions définies ci-avant;
- 9° l'information et la sensibilisation des professionnels en lien avec la vie affective, relationnelle et sexuelle.

**Art. 188.** Les missions des centres de planning familial s'exercent dans le cadre d'un plan d'action, ci-après désigné sous le terme « Projet de Centre de planning familial ».

Le Projet de Centre de planning familial est centré prioritairement sur l'utilisateur et se compose des parties suivantes :

- 1° l'environnement du centre de planning familial en termes territorial et de réseau institutionnel;
- 2° l'organisation générale du centre de planning familial détaillée pour chacune des missions;
- 3° les objectifs;
- 4° les actions découlant des objectifs;
- 5° le personnel et les moyens affectés aux actions;
- 6° l'évaluation sous la forme d'indicateurs quantitatifs ou qualitatifs.

Les indicateurs mesurent l'écart entre l'objectif et les actions mises en œuvre.

Le Gouvernement précise le contenu des six parties du « Projet de Centre de planning familial ».

Le pouvoir organisateur qui introduit la demande d'agrément est responsable de la définition du Projet de Centre de planning familial, de sa mise en œuvre, de son auto-évaluation et de son adaptation.

*Section 2. — Activités des centres de planning familial**Sous-section 1<sup>re</sup>. — Généralités*

**Art. 189.** Les activités du centre de planning familial sont organisées en quatre pôles :

- 1° le pôle accueil et gestion des demandes;
- 2° le pôle accompagnement pluridisciplinaire;
- 3° le pôle information, sensibilisation et éducation;
- 4° le pôle communication.

## Sous-section 2. — Pôle accueil et gestion des demandes

**Art. 190.** L'accueil et la gestion des demandes, effectuées par un intervenant psycho-social en concertation avec l'équipe pluridisciplinaire, ont pour objectifs l'écoute, la clarification et l'analyse de la demande ainsi que l'information et l'orientation de l'utilisateur.

Le Gouvernement détermine les modalités d'exercice de l'accueil et de la gestion des demandes, en veillant à une répartition harmonieuse des prestations d'accueil qui tiennent compte du caractère prédominant du siège où se développe l'activité principale.

## Sous-section 3. — Pôle accompagnement pluridisciplinaire

**Art. 191.** Une fois la demande accueillie, le centre de planning familial organise la réponse dans le cadre de la concertation pluridisciplinaire.

Le Gouvernement détermine les modalités de la concertation pluridisciplinaire.

**Art. 192.** Dans le cadre du pôle accompagnement pluridisciplinaire, le centre de planning familial organise :

1° de manière obligatoire : des consultations médicales, psychologiques, juridiques et sociales, des réunions de concertation pluridisciplinaire dans les cas qui le requièrent;

2° de manière facultative : des consultations de conseil conjugal et sexologiques, ainsi que des avortements.

**Art. 193.** Le centre de planning familial dispose d'une équipe pluridisciplinaire assurant au moins les fonctions médicale, psychologique, juridique et sociale.

L'équipe pluridisciplinaire peut être complétée par une fonction de conseiller conjugal et une fonction de sexologue.

## Sous-section 4. — Pôle information, sensibilisation et éducation

**Art. 194.** L'information, la sensibilisation et l'éducation regroupent :

1° les activités d'information et de sensibilisation à caractère individuel ou collectif;

2° les activités d'animation à dimension collective ainsi que les travaux préparatoires et de suivi de celles-ci.

**Art. 195.** Le Gouvernement détermine les objectifs et les publics prioritaires des activités d'information, de sensibilisation et d'animation.

**Art. 196.** Le Gouvernement fixe les domaines d'études ou les diplômes permettant d'accéder aux fonctions des pôles visés aux articles 191 à 194.

## Sous-section 5. — Pôle communication

**Art. 197.** La communication vise à promouvoir l'action du centre de planning familial.

Le Gouvernement fixe la nature et les modalités d'organisation de la concertation entre les centres de planning familial pour la mise en œuvre de ce pôle au sein d'une même zone de soins.

## Sous-section 6. — Obligations des centres de planning familial

## Sous-section 6.1. — Gestion journalière

**Art. 198.** La gestion journalière est confiée par le pouvoir organisateur à un membre de l'équipe du pôle accompagnement pluridisciplinaire.

Le responsable de la gestion journalière travaille en concertation avec les membres de l'équipe pluridisciplinaire et veille notamment à l'application du règlement de travail, au respect des diverses réglementations en vigueur, à l'organisation du travail d'équipe, à la coordination avec les services sociaux et sanitaires ainsi qu'aux relations avec le pouvoir subsidiaire.

**Art. 199.** Le pouvoir organisateur arrête le règlement d'ordre intérieur du centre de planning familial qui établit au minimum :

1° la répartition des tâches au sein du centre de planning familial;

2° l'organisation de réunions régulières de concertation pluridisciplinaire entre les membres du personnel;

3° la garantie du secret professionnel;

4° les droits et devoirs des membres du personnel et des personnes liées par convention.

**Art. 200.** Toute personne ayant accès aux dossiers individuels est tenue au secret professionnel.

**Art. 201.** Le pouvoir organisateur du centre de planning familial engage les membres du personnel et détermine la durée des prestations des membres de l'équipe.

Il peut également conclure des contrats d'entreprise avec des professionnels indépendants et des conventions de volontariat, dans les conditions fixées par le Gouvernement.

## Sous-section 6.2. — L'utilisateur

**Art. 202.** Le centre de planning familial reçoit toute personne, à charge éventuellement de l'orienter, si la personne l'accepte, vers un centre de planning familial ou un service mieux adapté à ses besoins.

**Art. 203.** La personne a, dans tous les cas, le libre choix du centre de planning familial.

En toutes circonstances, l'absence de discrimination ainsi que la volonté de la personne prise en charge sont respectées.

**Art. 204.** L'utilisateur est la personne qui accède à la consultation médicale, psychologique, juridique, sociale, de conseil conjugal ou sexologique ou aux activités d'information, de sensibilisation et d'éducation.

**Art. 205.** Pour chaque usager, à l'exception de celui qui participe aux activités d'information, de sensibilisation et d'éducation, un dossier individuel numéroté est constitué dans lequel y figurent tous les renseignements utiles à son suivi dans le respect des dispositions relatives à la protection de la vie privée et aux droits du patient.

Un dossier séparé contenant les données à caractère médical est également constitué.

Sans préjudice d'autres dispositions légales, les dossiers individuels sont conservés, au moins dix ans après leur clôture, sous la responsabilité de la personne chargée de la gestion journalière.

Le Gouvernement précise les modalités selon lesquelles le dossier individuel est clôturé.

Les données médicales sont conservées sous la responsabilité d'un médecin attaché au centre de planning familial.

## Sous-section 6.3. — Travail en réseau

**Art. 206.** § 1<sup>er</sup>. Le centre de planning familial exerce ses missions en coordination avec le réseau.

Le réseau s'entend comme l'ensemble des professionnels, quel que soit leur secteur d'activités, ou non professionnels qui interviennent, de façon simultanée ou successive, au bénéfice de l'utilisateur ou d'une situation, dans un partenariat effectif définissant un fonctionnement, une finalité et des objectifs communs.

Le réseau comprend au moins les centres de planning familial de la zone de soins dans laquelle le centre de planning familial inscrit ses actions.

Les secteurs d'activités peuvent concerner, en fonction de la réalité locale et des besoins des usagers, les matières liées à la santé, à la famille, à l'action sociale, aux personnes handicapées, aux personnes étrangères ou d'origine étrangère, aux aînés, à l'enfance, à l'enseignement et à l'aide à la jeunesse.

Le Gouvernement précise les services appartenant à ces secteurs d'activités qui peuvent faire partie du réseau.

§ 2. La concertation institutionnelle se définit comme le cadre mis en place ou comme la collaboration entre les institutions, indépendamment d'une situation particulière, pour que les professionnels puissent fonctionner ensemble quand le cas se présente.

Le centre de planning familial s'inscrit dans la concertation institutionnelle en concluant des conventions de collaboration avec des institutions, qui précisent au moins les procédures de partenariat et les méthodologies mises en œuvre.

## Sous-section 6.4. — Coût des prestations

**Art. 207.** Le centre de planning familial réclame aux usagers ou directement aux organismes intéressés les honoraires ou interventions financières leur incombant en vertu des lois ou règlements.

**Art. 208.** Le centre de planning familial réclame, pour les prestations non reprises dans la nomenclature des soins de santé, une intervention financière en respectant un tarif maximum et des modalités fixés par le Gouvernement.

Ce tarif maximum est indexé conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Des consultations pouvant aller jusqu'à la gratuité peuvent être données dans les cas où l'utilisateur ne dispose pas des ressources financières suffisantes, sur la base d'une proposition d'un membre de l'équipe appartenant à la fonction sociale, à moins qu'un règlement interne en ait fixé les modalités.

**Art. 209.** Pour les prestations prévues par la loi relative à l'assurance obligatoire des soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'intervention financière de l'assurance est réclamée, soit sur la base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé, soit sur la base du forfait prévu à l'article 52 de l'arrêté royal du 14 juillet 1994 portant coordination de la loi.

Quand l'intervention financière de l'assurance est réclamée sur la base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé, aucune intervention personnelle n'est exigée des usagers en dehors de celles prévues aux articles 37 et suivants de la loi visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Si l'intervention financière de l'assurance obligatoire fait défaut, l'intervention personnelle de l'utilisateur est fixée sur la base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé.

**Art. 210.** Les tarifs, honoraires, les contributions financières et le règlement visé à l'article 208, alinéa 2, s'il existe, sont affichés dans le lieu d'accueil du centre de planning familial et précisés dans les documents d'information qu'il publie, sur support papier ou dématérialisé.

## Sous-section 6.5. — Accessibilité et infrastructure

**Art. 211.** Le Gouvernement fixe les normes minimales d'ouverture du Pôle accueil et d'accès aux consultations.

Pour les périodes de fermeture du centre de planning familial, le public est orienté en concertation avec les centres de planning familial d'une même zone de soins vers les centres de planning familial les plus proches ouverts durant cette période via un affichage extérieur.

**Art. 212.** § 1<sup>er</sup>. Le centre de planning familial peut être organisé en sièges distincts et comporter des antennes telles que définies aux articles 213 à 215.

Chaque siège comporte le pôle accueil et gestion des demandes et le pôle accompagnement pluridisciplinaire.

§ 2. Le centre de planning familial est accessible et adapté aux personnes à mobilité réduite.

Tout siège comporte au moins :

1° un lieu d'accueil spécifique;

2° un local spécifique pour le membre du personnel chargé de la gestion journalière;

3° des bureaux de consultation et des installations sanitaires.

L'organisation des locaux tient compte des dispositions relatives à la conservation des dossiers individuels et des archives dans le respect de la confidentialité.

**Art. 213.** A la demande d'un tiers, le centre de planning familial peut décentraliser l'accueil et la gestion des demandes dans un lieu autre que celui visé à l'article 212, dans le présent titre désigné sous le terme « antenne ».

**Art. 214.** La décentralisation de l'activité d'accueil du centre de planning familial dans une antenne est justifiée par l'identification de besoins spécifiques.

La décentralisation de l'activité d'accueil fait l'objet d'une convention de partenariat dont le contenu minimal est fixé par le Gouvernement.

**Art. 215.** Le centre de planning familial veille à ce que l'antenne réponde à la confidentialité des entretiens et à la protection de la vie privée de l'utilisateur.

## Sous-section 6.6. — Cadastre de l'offre

**Art. 216.** Le Gouvernement publie un rapport de synthèse, faisant état de l'offre des centres de planning familial et de la manière dont cette offre s'est déployée.

Le rapport de synthèse, désigné sous le terme de « cadastre de l'offre en centres de planning et de consultation familiale et conjugale », fait l'objet d'une communication adaptée à destination des centres de planning familial, selon les modalités définies par le Gouvernement.

Le cadastre de l'offre en centres de planning et de consultation familiale et conjugale est transmis au Parlement par le Gouvernement une fois par législature.

## Sous-section 6.7. — Recueil de données socio-épidémiologiques

**Art. 217.** Pour exercer ses missions, le centre de planning familial recueille des données socio-épidémiologiques concernant les usagers qui ont pour objectifs :

1° d'établir le profil de la population qu'il dessert et, sur la base de ces données, d'orienter le « Projet de Centre de planning familial »;

2° d'alimenter la recherche et l'analyse au niveau de l'ensemble de la région de langue française et de lui permettre de respecter ses obligations à l'égard d'autres autorités.

Les données recueillies permettent d'identifier au moins les caractéristiques sociologiques de la population qui consulte le centre de planning familial, le périmètre d'accessibilité du lieu de consultation, le parcours de l'utilisateur, le réseau d'aide et de soins et les ressources dont dispose l'utilisateur.

Le Gouvernement définit la liste minimale des données faisant l'objet du recueil, les modalités de l'enregistrement, de conservation et de communication des données à son attention, ainsi que la périodicité.

Le centre de planning familial, ou l'organisme agréé pour ce faire, rend les données anonymes selon les modalités déterminées par le Gouvernement, dans le respect de la loi sur la protection de la vie privée.

Lorsque les résultats de la recherche et de l'analyse des données sont connus, une information à destination des centres de planning familial est organisée par le Gouvernement sous la forme la plus adéquate.

## Section 3. — Organisation de l'offre de services

**Art. 218.** Un agrément complémentaire peut être accordé à un centre de planning familial disposant d'une expertise dans des thématiques définies par le Gouvernement. Le centre de planning familial a la qualité de « centre référent ».

Il met son expertise à la disposition des centres de planning familial agréés en vertu du présent Titre.

## Section 4. — Programmation et agrément

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Programmation

**Art. 218/1.** Les activités des centres de planning familial s'inscrivent totalement ou partiellement au sein des zones de soins définies par le Gouvernement wallon, sauf pour les centres référents qui sont autorisés à couvrir l'ensemble du territoire de la région de langue française.

Le centre de planning familial peut exercer les activités du pôle information, de sensibilisation et éducation sur plus d'une zone de soins et en dehors de la zone de soins de son siège d'activités, à condition qu'elles soient limitrophes et qu'il y ait une concertation préalable avec les centres de planning situés dans l'autre zone de soins que son siège d'activités.

**Art. 218/2.** Pour l'ensemble de la région de langue française et par zone de soins, le nombre de centres de planning familial s'élève à une unité par 50 000 habitants.

Le Gouvernement est habilité à regrouper plusieurs zones de soins.

Lorsque pour une même zone de soins, le nombre de demandes d'agrément est plus élevé que le nombre de centres de planning familial déterminé par la programmation, les centres de planning familial sont départagés en fonction de leur Projet de Centre de planning familial.

## Sous-section 2. — Agrément

**Art. 218/3.** La demande d'agrément est introduite auprès du Gouvernement par le pouvoir organisateur du centre de planning familial.

Le dossier d'agrément comporte au minimum :

1° le numéro d'entreprise du pouvoir organisateur, son identification et son statut;

2° le « Projet de Centre de planning familial »;

3° la composition de l'équipe pluridisciplinaire, le volume des prestations et la qualification de ses membres;

4° le plan des locaux;

5° le règlement interne du centre de planning familial visé à l'article 208 du présent Code.

**Art. 218/4.** L'agrément complémentaire en qualité de « centre référent » peut être octroyé :

1° soit généralement, sur la base d'une demande qui peut être effectuée en tout temps;

2° soit spécifiquement, dans le cadre d'un appel à projet thématique dont le Gouvernement détermine les modalités.

La procédure d'octroi d'agrément visée à l'article 218/2 est applicable aux « centres référents ».

**Art. 218/5.** L'agrément est accordé à durée indéterminée par le Gouvernement dès lors qu'il est constaté que les normes sont respectées ou, pour celles qui ne peuvent l'être qu'après l'obtention de l'agrément, qu'elles font l'objet d'un engagement à être respectées dans le chef du pouvoir organisateur dans un délai fixé par le Gouvernement.

Les obligations qui doivent être remplies au moment de la demande d'agrément concernent au minimum :

1° l'existence juridique du pouvoir organisateur;

2° l'établissement du « Projet de Centre de planning familial ».

Le Gouvernement fixe la procédure d'octroi d'agrément.

## Section 5. — Subventionnement

**Art. 218/6.** § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement et aux conditions qu'il fixe, alloue au centre de planning familial agréé une subvention composée de trois enveloppes distinctes :

- 1° les dépenses du personnel relatives au personnel sous statut ou engagé sous contrat de travail;
- 2° la gestion journalière;
- 3° les autres dépenses.

Les autres dépenses visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, sont deux sous-enveloppes relatives aux :

- 1° frais de fonctionnement dont le seuil minimal et la nature sont déterminés par le Gouvernement;
- 2° dépenses de personnel autres que celles visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

Les montants des enveloppes et des sous-enveloppes visées sont déterminés par le Gouvernement sur la base de la composition de l'équipe agréée.

§ 2. Peuvent être admis à charge des subventions couvrant les frais de fonctionnement visés au § 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, 1° :

1° les charges d'amortissement d'un bien immobilier acquis ou construit par un centre de planning familial agréé, à l'exception du terrain, et au prorata de l'espace occupé par le centre de planning familial pour la mise en œuvre des missions en vertu du présent Code;

2° les travaux d'aménagement requis pour répondre aux normes, y compris celles relatives à la sécurité, au bien-être au travail et au fonctionnement.

La durée de l'amortissement de l'acquisition ou de la construction ne peut être inférieure à vingt années, ni supérieure à trente-trois années.

La durée d'amortissement des travaux d'aménagement ne peut être inférieure à dix années, ni supérieure à quinze années.

Le Gouvernement fixe les conditions et les modalités selon lesquelles les charges d'amortissement et les travaux d'aménagement sont pris en compte.

**Art. 218/7.** Lorsque le centre de planning familial bénéficie également d'un agrément complémentaire en qualité de centre référent pratiquant l'avortement, la subvention visée à l'article 218/6, § 1<sup>er</sup>, 1°, comprend les membres du personnel qui y sont affectés.

Pour les autres centres référents, le Gouvernement alloue une subvention complémentaire en tenant compte des dispositions adoptées, le cas échéant, par d'autres dispositifs selon la thématique.

**Art. 218/8.** Le forfait relatif à la gestion journalière est déterminé par le Gouvernement en fonction du nombre d'équivalents temps plein subsidiés en vertu de l'article 218/6, § 1<sup>er</sup>, 1°.

**Art. 218/9.** La subvention relative aux autres dépenses est calculée sur la base d'un montant forfaitaire par équivalent temps plein des membres du personnel visés à l'article 218/6, § 1<sup>er</sup>, 1°, à l'exception du personnel affecté au centre référent, et plafonnée aux dépenses justifiées par le centre de planning familial.

Le Gouvernement détermine le montant forfaitaire visé à l'alinéa précédent.

**Art. 218/10.** Les modalités de liquidation des subventions sont déterminées par le Gouvernement.

**Art. 218/11.** Les subventions visées aux articles 218/6 à 218/9, sont indexées conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

## Section 6. — Evaluation Contrôle - Sanctions

**Art. 218/12.** Le contrôle administratif, financier et qualitatif du centre de planning familial est exercé par les agents désignés à cet effet.

Ils ont libre accès aux locaux du centre de planning familial et ont le droit de consulter sur place ou de solliciter, tant auprès du centre de planning familial que des différentes sources authentiques qui en disposeraient, les pièces et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Ils exercent leur contrôle dans un objectif d'amélioration des pratiques et selon un mode d'évaluation participative.

**Art. 218/13.** § 1<sup>er</sup>. Tous les ans, le centre de planning familial adresse au Gouvernement, selon les modalités et le contenu que ce dernier détermine, un rapport d'activités contenant des données quantitatives de toutes les activités menées par le centre de planning familial durant l'année écoulée.

Ce rapport d'activités évalue les activités en relation avec le « Projet de Centre de planning familial ».

Dans le même temps, le centre de planning familial soumet, le cas échéant, une mise à jour du « Projet de Centre de planning familial » ou justifie l'absence d'adaptation de ce dernier.

La périodicité peut être revue par le Gouvernement, pour tout ou partie du rapport d'activités dès lors que le « Projet de Centre de planning familial » détermine des objectifs dont l'évaluation ne peut s'effectuer sur une durée inférieure ou égale à un an.

§ 2. Le Gouvernement fixe le délai et les modalités de transmission du rapport d'activités à ses Services.

§ 3. Tous les ans, le centre de planning familial communique au Gouvernement, le décompte récapitulatif des dépenses relatives à l'exercice de ses missions selon les modalités, le modèle et dans le délai prescrit par le Gouvernement.

**Art. 218/14.** Le Gouvernement fixe le plan comptable minimum normalisé du centre de planning familial.

**Art. 218/15.** A tout moment, l'agrément en qualité de centre de planning familial ou de centre référent peut être retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent Titre ou des dispositions fixées en application de celui-ci.

Dans tous les cas, le retrait d'agrément en qualité de centre de planning familial entraîne de plein droit le retrait d'agrément en qualité de centre référent.

**Art. 218/16.** Le Gouvernement précise les procédures de retrait de l'agrément.

A cet effet, il détermine les formes et les délais et assure le respect des droits de la défense.

**Art. 218/17.** La surveillance et le contrôle de l'utilisation des subventions sont exercés conformément à la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes.



**Art. 218/18.** Toute personne qui organise ou dirige un centre ou service portant, sans être agréé, l'appellation « centre de planning familial et de consultation familiale et conjugale agréé et subventionné par la Région wallonne », est passible d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 25 à 75 euros ou d'une de ces peines seulement.

#### CHAPITRE III. — *Fédérations de centres de planning familial*

**Art. 218/19.** Le Gouvernement peut conclure des conventions pluriannuelles avec les fédérations représentatives de centres de planning familial pour la promotion et la coordination d'actions spécifiques au secteur.

Pour être représentative, la fédération compte au moins douze centres de planning familial agréés.

Le Gouvernement définit les modalités d'octroi des subventions.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires*

**Art. 218/20.** Les membres du personnel dont le contrat de travail mentionne l'activité d'accueil à la date d'entrée en vigueur du présent décret, et qui sont évalués favorablement par leur employeur et disposent d'une expérience fixée par le Gouvernement, sont autorisés à exercer cette activité d'accueil.

**Art. 218/21.** L'article 212, § 2, s'applique aux centres de planning agréés en vertu du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, volet décretaal, lorsque ceux-ci emménagent dans d'autres locaux après la date d'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 218/22.** § 1<sup>er</sup>. Le centre de planning familial agréé en vertu du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, volet décretaal, introduit une nouvelle demande d'agrément dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

La demande est obligatoirement complétée endéans cette période par le « Projet de Centre de planning familial ».

A défaut, le centre de planning familial n'est plus agréé au terme de la période de six mois précitée.

§ 2. Dans l'attente de la décision relative à l'agrément, le centre de planning familial dispose d'un agrément provisoire durant la période au cours de laquelle il se met en conformité avec les présentes normes.

Le Gouvernement dispose d'un délai de six mois pour examiner les demandes d'agrément à partir de la date à laquelle la demande est complète et recevable.

Le Gouvernement notifie le début du délai.

Si, au terme de ce délai, aucune décision n'est intervenue, le centre de planning familial concerné maintient son droit aux subventions allouées sur la base des dispositions du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, volet décretaal, d'application la veille de l'entrée en vigueur du présent dispositif, jusqu'au 31 décembre 2014.

§ 3. Dans le cadre de la procédure d'agrément visée aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, l'article 218/2 ne s'applique pas.

§ 4. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015 et pour les années suivantes, les subventions liées aux dépenses de personnel visées à l'article 218/6, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, sont établies selon les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 5. La subvention visée à l'article 218/6, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est allouée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au centre de planning familial. ».

**Art. 3.** L'entrée en vigueur du présent décret est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 janvier 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

—  
Note

(1) *Session 2013-2014.*

*Documents du Parlement wallon*, 916 (2013-2014) N<sup>os</sup> 1, 1<sup>er</sup>bis à 4.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 22 janvier 2014.

Discussion.

Vote.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/200855]

**23 JANUARI 2014. — Decreet tot wijziging van sommige bepalingen van het Waalse wetboek voor sociale actie en gezondheid i.v.m. de centra en federaties voor levens- en gezinsvragen (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** De bepalingen van Titel II van Boek 3 van het tweede deel van het Waalse wetboek voor sociale actie en gezondheid worden vervangen als volgt :

« Titre II. — Centra en centrafederaties voor levens- en gezinsvragen.

HOOFDSTUK I. — *Algemene beginselen*

**Art. 183.** Met het oog op de toekenning van de toelagen waarin deze titel voorziet, worden de centra voor levens- en gezinsvragen, hierna centra voor gezinsplanning, door de Regering erkend.

**Art. 184.** De centra voor gezinsplanning oefenen hun activiteiten op het grondgebied van het Franse taalgebied uit en worden opgericht op initiatief van een overheid of een vereniging zonder winstoogmerk.

**Art. 185.** Ter informatie staat de melding « Centre de planning familial et de consultation familiale et conjugale agréé et subventionné par la Région wallonne » op alle akten, advertenties, aanplakkingen en elektronische documenten die van het centrum voor gezinsplanning uitgaan.

HOOFDSTUK II. — *Centra voor gezinsplanning*

*Afdeling 1. — Definities*

**Art. 186.** De centra voor gezinsplanning zijn ambulante diensten met als doel bij te dragen tot de optimalisering van de gezondheid en tot maatschappelijke ontplooiing. Daartoe worden de aspecten van het affectieve, relationele en seksuele leven aangesneden in een multidisciplinaire en positieve aanpak waarbij rekening gehouden wordt met de mogelijkheid voor de personen om :

- 1° een bewust, verantwoordelijk, stimulerend en veilig seksueel leven te leiden;
- 2° seksuele praktijken te hebben in alle veiligheid, zonder dwang, discriminatie of geweld;
- 3° steun te genieten bij de voorbereiding op en gedurende het koppellevens en op verantwoordelijk ouderschap;
- 4° te beschikken over de keuze van veilige, efficiënte, betaalbare en aanvaardbare methodes inzake vruchtbaarheidsregulering;
- 5° te beschikken over keuzevrijheid wat betreft de geschiktheid of de voortzetting van zwangerschap.

**Art. 187.** De centra voor gezinsplanning staan in voor :

- 1° informatieverstrekking, bewustmaking en vorming inzake het affectieve, relationele en seksuele leven;
- 2° de bevordering van contraceptie en de verbetering van de toegankelijkheid ervan;
- 3° de preventie van niet gewenste zwangerschappen en de toegang tot de vruchtafdrijving bedoeld in artikel 350 van het Strafwetboek. De toegang tot vruchtafdrijving houdt in dat elk centrum voor gezinsplanning hetzij tot vruchtafdrijving overgaat, hetzij, indien het eigen personeel of de artsen die eraan verbonden zijn weigeren abortus te plegen, de persoon die om abortus verzoekt oriënteert of begeleidt naar een centrum voor gezinsplanning waar abortus wordt gepleegd. Elke vraag of noodsituatie moet een antwoord krijgen van een centrum voor gezinsplanning;
- 4° de preventie en opsporing van seksueel overdraagbare infecties;
- 5° hulpverlening aan en begeleiding van de personen i.v.m. hun affectieve, relationele en seksuele leven;
- 6° de preventie van geweld binnen koppels en, desgevallend, hun tenlasteneming, onverminderd de bevoegdheden van de instellingen die in dat verband tussenkomen;
- 7° informatieverstrekking aan het publiek over de begrippen van het familierecht;
- 8° de organisatie van de groepsbenaderingen i.v.m. de bovenvermelde opdrachten;
- 9° informatieverstrekking aan en bewustmaking van de vakmensen i.v.m. het affectieve, relationele en seksuele leven.

**Art. 188.** De opdrachten van de centra voor gezinsplanning worden uitgeoefend in het kader van een actieplan, hierna « Project van centrum voor gezinsplanning » genoemd.

Het Project van centrum voor gezinsplanning wordt bij voorrang op de gebruiker gericht en bestaat uit de volgende onderdelen :

- 1° de omgeving van het centrum voor gezinsplanning wat grondgebied en institutioneel netwerk betreft;
- 2° de algemene organisatie van het centrum voor gezinsplanning, uitvoerig omschreven voor elke opdracht;
- 3° de doelstellingen;
- 4° de acties i.v.m. de doelstellingen;
- 5° het personeel en de middelen die voor de acties bestemd worden;
- 6° de beoordeling in de vorm van kwantitatieve of kwalitatieve indicatoren.

De indicatoren toetsen de uitgevoerde acties aan de doelstelling.

De inhoud van de zes onderdelen van het Project van centrum voor gezinsplanning wordt nader bepaald door de Regering.

De inrichtende macht die de erkenningsaanvraag indient is verantwoordelijk voor de bepaling van het Project van centrum voor gezinsplanning, alsook voor de tenuitvoerlegging, auto-evaluatie en aanneming ervan.

*Afdeling 2. — Activiteiten van de centra voor gezinsplanning**Onderafdeling 1. — Algemeenheden*

**Art. 189.** De activiteiten van een centrum voor gezinsplanning worden georganiseerd in vier pools :

- 1° de pool onthaal en beheer van de aanvragen;
- 2° de pool pluridisciplinaire begeleiding;
- 3° de pool informatieverstrekking, bewustmaking en vorming;
- 4° de pool communicatie.

*Onderafdeling 2. — Pool opvang en beheer van de aanvragen*

**Art. 190.** De opvang en het beheer van de aanvragen, waargenomen door een psycho-sociaal interveniënt in overleg met de pluridisciplinaire ploeg, hebben als doel luisteren naar de aanvraag, ze ophelderen en analyseren alsook informatie verstrekken aan de gebruiker en hem voorlichten.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor het onthaal en het beheer van de aanvragen en zorgt voor een evenwichtige verdeling van de onthaalprestaties, waarbij rekening gehouden wordt met het overheersend karakter van de zetel waar de hoofdactiviteit zich ontwikkelt.

*Onderafdeling 3. — Pool pluridisciplinaire begeleiding*

**Art. 191.** Na opvang van de aanvraag organiseert het centrum voor gezinsplanning het antwoord in het kader van een pluridisciplinair overleg.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor het pluridisciplinair overleg.

**Art. 192.** In het kader van de pool pluridisciplinaire begeleiding organiseert het centrum voor gezinsplanning :

- 1° verplicht : medische, psychologische, juridische en sociale consultaties, pluridisciplinaire overlegvergaderingen in de gevallen waarin zulks vereist wordt;
- 2° facultatief : adviesconsultaties inzake echtelijke en seksuologische problemen, alsook vruchtafdrijvingen.

**Art. 193.** Het centrum voor gezinsplanning beschikt over een pluridisciplinaire ploeg die instaat voor de medische, psychologische, juridische en sociale functies.

De pluridisciplinaire ploeg kan bovendien belast worden met een functie van huwelijksadviseur en een functie van seksuoloog.

*Onderafdeling 4. — Pool informatieverstrekking, bewustmaking en vorming*

**Art. 194.** Informatieverstrekking, bewustmaking en vorming betreffen :

- 1° de activiteiten inzake informatieverstrekking en bewustmaking met een individueel of collectief karakter;
- 2° de activiteiten inzake groepsbenadering met een collectieve dimensie alsook de werkzaamheden ter voorbereiding en opvolging van die activiteiten.

**Art. 195.** De Regering bepaalt de doelstellingen en de prioritaire doelgroepen van de activiteiten inzake informatieverstrekking, bewustmaking en groepsbenadering.

**Art. 196.** De Regering bepaalt welke studierichtingen en diploma's toegang verlenen tot de functies van de pools bedoeld in de artikelen 191 tot 194.

*Onderafdeling 5. — Pool communicatie*

**Art. 197.** De communicatie beoogt de bevordering van de actie van het centrum voor gezinsplanning.

De Regering bepaalt de aard van het overleg tussen de centra voor gezinsplanning en de modaliteiten voor de organisatie ervan met het oog op de totstandbrenging van die pool binnen hetzelfde zorgverleningsgebied.

*Onderafdeling 6. — Verplichtingen van de centra voor gezinsplanning**Onderafdeling 6.1. — Dagelijks beheer*

**Art. 198.** Het dagelijkse beheer wordt door de inrichtende macht toevertrouwd aan een lid van de ploeg van de pool pluridisciplinaire begeleiding.

De verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer werkt in samenspraak met de leden van de pluridisciplinaire ploeg en ziet toe met name op de toepassing van het arbeidsreglement, op de naleving van de verschillende vigerende reglementeringen, op de organisatie van het teamwerk, op de coördinatie met de sociale en sanitaire diensten, alsook op de betrekkingen met de subsidiërende overheid.

**Art. 199.** Het huishoudelijk reglement van het centrum voor gezinsplanning wordt door de inrichtende macht vastgelegd en voorziet op zijn minst in :

- 1° de verdeling van de taken binnen het centrum;
- 2° het regelmatig beleggen van pluridisciplinair overlegvergaderingen voor de personeelsleden;
- 3° de waarborg van het beroepsgeheim;
- 4° de rechten en plichten van de personeelsleden en van de bij overeenkomst gebonden personen.

**Art. 200.** Elke persoon die toegang heeft tot de individuele dossiers is gehouden tot het beroepsgeheim.

**Art. 201.** De inrichtende macht van het centrum voor gezinsplanning neemt de personeelsleden in dienst en bepaalt de duur van de dienstverstrekingen van de leden van de ploeg.

Zij kan ook bedrijfscontracten met zelfstandige vakmensen sluiten en vrijwilligersovereenkomsten aangaan, onder de voorwaarden gesteld door de Regering.



## Onderafdeling 6.2. — De gebruiker

**Art. 202.** Het centrum voor gezinsplanning onthaalt elke persoon en wijst hem eventueel een ander centrum of een andere dienst aan dat/die beter op zijn behoeften kan inspelen, als de persoon daarmee instemt.

**Art. 203.** In ieder geval heeft de persoon de vrije keuze van het centrum voor gezinsplanning.

De ten laste genomen persoon wordt in geen geval gediscrimineerd en zijn wil wordt gerespecteerd.

**Art. 204.** De gebruiker is de persoon die toegang heeft tot de medische, psychologische, juridische, sociale consultatie, tot echtelijke of seksuologische adviesverlening of tot de activiteiten inzake informatieverstrekking, bewustmaking en vorming.

**Art. 205.** Voor elke gebruiker, met uitzondering van degene die deelneemt aan de activiteiten inzake informatieverstrekking, bewustmaking en vorming, wordt, met inachtneming van de bepalingen betreffende de bescherming van het privé-leven en de rechten van de patiënt, een genummerd individueel dossier aangelegd met alle gegevens die nuttig zijn voor de opvolging ervan.

Er wordt ook een apart dossier met gegevens van medische aard aangelegd.

Onverminderd andere wetsbepalingen, worden de individuele dossiers minstens tien jaar na de afsluiting ervan bewaard onder de verantwoordelijkheid van de persoon die het dagelijkse beheer waarneemt.

De modaliteiten tot afsluiting van het individuele dossier worden nader bepaald door de Regering.

De medische gegevens worden bewaard onder de verantwoordelijkheid van een geneesheer die aan het centrum voor gezinsplanning verbonden is.

## Onderafdeling 6.3. — Werk in netverband.

**Art. 206.** § 1. Het centrum voor gezinsplanning vervult zijn opdrachten in samenwerking met het netwerk.

Het netwerk is het geheel van de vakmensen, ongeacht hun activiteitensector, of van niet professionelen die gelijktijdig of achtereenvolgens ten gunste van de gebruiker of van een toestand tussenkomen in een effectief partnerschap, met een werking, finaliteit en doelstellingen die gemeenschappelijk zijn.

Het netwerk omvat minstens de vijf centra voor gezinsplanning van het zorgverleningsgebied waarin de acties van het centrum voor gezinsplanning gevoerd worden.

De activiteitensectoren kunnen, al naar gelang van de plaatselijke realiteit en de behoeften van de gebruikers, betrekking hebben op de aangelegenheden i.v.m. gezondheid, gezin, sociale actie, gehandicapte personen, vreemdelingen of personen van buitenlandse herkomst, senioren, kinderen, onderwijs en hulpverlening aan de jeugd.

De Regering bepaalt welke diensten uit die activiteitensectoren in het netwerk opgenomen mogen worden.

§ 2. Onder institutioneel overleg wordt verstaan het kader dat tot stand is gebracht tussen de instellingen of de samenwerking tussen de instellingen, los van een specifieke toestand, opdat de vakmensen zouden kunnen samenwerken als het geval zich voordoet.

Het centrum voor gezinsplanning doet mee aan het institutioneel overleg door samenwerkingsovereenkomsten met de instellingen te sluiten waarin op zijn minst de partnerschapsprocedures en de aangewende methodologieën nader bepaald worden.

## Onderafdeling 6.4. — Kosten van de dienstverstrekkingen

**Art. 207.** Het centrum voor gezinsplanning vordert van de gebruikers of rechtstreeks van de betrokken instellingen, de honoraria of financiële bijdragen die hen bij wet of reglement worden opgelegd.

**Art. 208.** Het centrum voor gezinsplanning eist een financiële bijdrage voor de medische dienstverstrekkingen die niet opgenomen zijn in de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging, met inachtneming van een maximumtarief en de modaliteiten die de Regering bepaalt.

Dat maximumtarief wordt geïndexeerd overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Gratis consultatie is mogelijk in de gevallen waarin de gebruiker niet over voldoende financiële middelen beschikt, op basis van een voorstel van een lid van de ploeg dat een sociale functie waarneemt, tenzij de modaliteiten daarvan in een intern reglement vastliggen.

**Art. 209.** Voor de dienstverstrekkingen bepaald bij de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt de financiële bijdrage vereist hetzij op basis van de betaling per verstrekking volgens de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging, hetzij op basis van het forfaitaire bedrag bepaald bij artikel 52 van het koninklijk besluit van 14 juli 1994 houdende coördinatie van de wet.

Als de financiële bijdrage van de verzekering geëist wordt op basis van de betaling per verstrekking volgens de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging, wordt geen persoonlijke tegemoetkoming van de gebruikers verlangd, behalve die bepaald bij de artikelen 37 en volgende van de wet bedoeld in het eerste lid.

Bij gebrek aan de financiële bijdrage van de verplichte verzekering, wordt de persoonlijke bijdrage van de gebruiker vastgelegd op basis van de betaling per verstrekking volgens de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging.

**Art. 210.** De tarieven, honoraria en financiële bijdragen alsook het reglement bedoeld in artikel 208, tweede lid, indien het bestaat, worden aangeplakt in de wachtkamer van het centrum voor gezinsplanning en verschijnen in de informatiebladen die het publiceert, op papieren of elektronische drager.

## Onderafdeling 6.5. — Toegankelijkheid en infrastructuur

**Art. 211.** De Regering bepaalt de minimale normen inzake openingstijden van de Pool opvang en inzake toegang tot de consultaties.

Tijdens de periodes waarin een centrum voor gezinsplanning gesloten is, wordt het publiek via een bericht dat buiten wordt aangeplakt in samenspraak met de centra voor gezinsplanning van hetzelfde zorgverleningsgebied georiënteerd naar de dichtsbijgelegen centra voor gezinsplanning die open zijn tijdens die periode.

**Art. 212.** § 1. Het centrum voor gezinsplanning kan georganiseerd worden in verschillende zetels en beschikken over antennes zoals omschreven in de artikelen 213 tot 215.

Elke zetel beschikt over een pool opvang en beheer van de aanvragen en een pool pluridisciplinaire begeleiding.

§ 2. Het centrum voor gezinsplanning is toegankelijk en geschikt voor personen met beperkte mobiliteit.

Elke zetel beschikt op zijn minst over :

1° een specifieke onthaalruimte;

2° een specifiek lokaal voor het personeelslid belast met het dagelijkse beheer;

3° consultatiebureaus en sanitaire installaties.

Bij de organisatie van de lokalen wordt rekening gehouden met de voorschriften betreffende de bewaring van de individuele dossiers en het archief, met inachtneming van de geheimhouding.

**Art. 213.** Op verzoek van een derde kan het centrum voor gezinsplanning de opvang en het beheer van de aanvragen decentraliseren naar een ander oord dan dat bedoeld in artikel 212, dat in deze titel « antenne » genoemd wordt.

**Art. 214.** De decentralisering van de opvangactiviteit van het centrum voor gezinsplanning naar een antenne wordt gerechtvaardigd door de opsporing van specifieke behoeften.

De decentralisering van de opvangactiviteit is het voorwerp van een partnerschapsovereenkomst waarvan de minimale inhoud door de Regering wordt bepaald.

**Art. 215.** Het centrum voor gezinsplanning ziet erop toe dat de antenne de geheimhouding van de gesprekken en de bescherming van het privéleven van de gebruiker in acht neemt.

## Onderafdeling 6.6. — Aanbodkadaster

**Art. 216.** De Regering publiceert een syntheserapport waarin gewag gemaakt wordt van het aanbod van de centra voor gezinsplanning en van de wijze waarop dat aanbod zich ontwikkeld heeft.

Het syntheserapport, m.a.w. « aanbodkadaster in centra voor levens- en gezinsvragen », is het voorwerp van een aangepaste communicatie naar de centra voor gezinsplanning, volgens de modaliteiten die door de Regering bepaald worden.

Het aanbodkadaster in centra voor levens- en gezinsvragen wordt één keer per legislatuur door de Regering aan het Parlement overgelegd.

## Onderafdeling 6.7. — Verzameling van sociaal-epidemiologische gegevens

**Art. 217.** Om zijn opdrachten te vervullen verzamelt het centrum voor gezinsplanning sociaal-epidemiologische gegevens over de gebruikers om :

1° het profiel van de door hem bediende bevolking te bepalen en om het « Project van centrum voor gezinsplanning » op basis van die gegevens te sturen;

2° het onderzoek en de analyse te voeren op het niveau van het gezamenlijke Franse taalgebied en te voldoen aan zijn verplichtingen ten opzichte van andere autoriteiten.

De verzamelde gegevens maken het mogelijk om op zijn minst de sociologische kenmerken van de bevolking die het centrum voor gezinsplanning raadpleegt te identificeren, alsook de toegankelijkheidsperimeter van de plaats van de consultatie, het traject van de gebruiker, het hulp- en zorgverleningsnetwerk en de middelen waarover de gebruiker beschikt.

De Regering bepaalt de minimale lijst van de te verzamelen gegevens, de modaliteiten voor de registratie, bewaring en mededeling van de gegevens te harer attentie, alsook de periodiciteit.

De gegevens worden volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten anoniem gehouden door het centrum voor gezinsplanning of door de daartoe erkende instelling, met inachtneming van de wet op de bescherming van het privé-leven.

Als de resultaten van het onderzoek en de analyse van de gegevens gekend zijn, organiseert de Regering een informatieverstrekking aan de centra voor gezinsplanning in de meest geschikte vorm.

## Afdeling 3. — Organisatie van het dienstenaanbod

**Art. 218.** Er kan een bijkomende erkenning verleend worden aan een centrum voor gezinsplanning dat over een expertise beschikt in de door de Regering bepaalde thematieken. Het centrum voor gezinsplanning heeft de hoedanigheid van « referentiecentrum ».

Het stelt zijn expertise ter beschikking van de krachtens deze titel erkende centra voor gezinsplanning.

## Afdeling 4. — Programmering en erkenning

## Onderafdeling 1. — Programmering

**Art. 218/1.** De activiteiten van de centra voor gezinsplanning worden geheel of gedeeltelijk gevoerd binnen de door de Waalse Regering bepaalde zorgverleningsgebieden, behalve wat betreft de referentiecentra die bevoegd zijn om het gezamenlijke Franse taalgebied te bedienen.

Het centrum voor gezinsplanning kan de activiteiten van de pool informatieverstrekking, bewustmaking en vorming uitoefenen in meer dan één zorgverleningsgebied en buiten het zorgverleningsgebied van zijn activiteitzetel voor zover ze aangrenzend zijn en vooraf overleg gepleegd wordt met de centra voor gezinsplanning gelegen in een ander zorgverleningsgebied dan zijn activiteitzetel.

**Art. 218/2.** Voor het gezamenlijke Franse taalgebied en per zorgverleningsgebied wordt voorzien in één centrum voor gezinsplanning per 50 000 inwoners.

De Regering is bevoegd om verschillende zorgverleningsgebieden te groeperen.

Als het aantal erkenningsaanvragen voor hetzelfde zorgverleningsgebied hoger is dan het aantal centra voor gezinsplanning waarin de programmatie voorziet, worden de centra voor gezinsplanning gescheiden naar gelang van hun project van centrum voor gezinsplanning.

#### Onderafdeling 2. — Erkenning

**Art. 218/3.** De erkenningsaanvraag wordt door de inrichtende macht van het centrum voor gezinsplanning bij de Regering ingediend.

Het erkenningsdossier bevat op zijn minst :

- 1° het bedrijfsnummer van de inrichtende macht, de identificatie en het statuut ervan;
- 2° het « Project van Centrum voor gezinsplanning »;
- 3° de samenstelling van de pluridisciplinaire ploeg, de omvang van de dienstverstrekingen en de kwalificatie van haar leden;
- 4° het plan van de lokalen;
- 5° het intern reglement van het centrum voor gezinsplanning bedoeld in artikel 208 van dit Wetboek.

**Art. 218/4.** De bijkomende erkenning als « referentiecentrum » kan verleend worden :

- 1° hetzij op algemene wijze, op grond van een aanvraag die altijd ingediend kan worden;
- 2° hetzij op specifieke wijze, in het kader van een oproep tot thematisch project waarvan de modaliteiten door de Regering bepaald worden.

De procedure tot erkenningsverlening bedoeld in artikel 218/2 is toepasselijk op de « referentiecentra ».

**Art. 218/5.** De erkenning wordt door de Regering voor een onbepaalde duur verleend zodra vastgesteld wordt dat de normen nageleefd worden of, wat betreft de normen die pas na de afgifte van de erkenning nageleefd kunnen worden, dat de inrichtende macht zich ertoe verbonden heeft eraan te voldoen binnen een door de Regering bepaalde termijn.

De verplichtingen die nagekomen moeten worden bij de erkenningsaanvraag betreffen op zijn minst :

- 1° het juridisch bestaan van de inrichtende macht;
- 2° de vastlegging van het « Project van centrum voor gezinsplanning ».

De Regering bepaalt de procedure tot verlening van de erkenning.

#### Afdeling 5. — Subsidiëring

**Art. 218/6.** § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten en onder de door haar gestelde voorwaarden verleent de Regering aan het erkende centrum voor gezinsplanning een toelage die uit drie verschillende enveloppes bestaat :

- 1° de uitgaven betreffende het statutaire of bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeel;
- 2° het dagelijkse beheer;
- 3° de overige uitgaven.

De overige uitgaven bedoeld in het eerste lid, 3°, zijn twee subenveloppes betreffende :

- 1° de werkingskosten waarvan de minimumdrempel en de aard door de Regering bepaald worden;
- 2° andere personeelsuitgaven dan die bedoeld in het eerste lid, 1°.

De bedragen van de bedoelde enveloppes en subenveloppes worden door de Regering bepaald op basis van de samenstelling van de erkende ploeg.

§ 2. De toelagen ter dekking van de werkingskosten bedoeld in § 1, tweede lid, 1°, kunnen gebruikt worden voor :

- 1° de afschrijvingslasten van een onroerend goed aangekocht of gebouwd door een erkend centrum voor gezinsplanning, met uitzondering van het terrein, en naar rato van de ruimte die door het centrum voor gezinsplanning ingenomen wordt voor de uitvoering van de opdrachten krachtens dit wetboek;
- 2° de inrichtingswerken vereist om aan de normen te voldoen, met inbegrip van de normen betreffende de veiligheid, het welzijn op het werk en de werking.

De duur van de afschrijving van de aankoop of van de bouw mag niet korter zijn dan twintig jaar, noch langer dan drieëndertig jaar.

De duur van de afschrijving van de inrichtingswerken mag niet korter zijn dan tien jaar, noch langer dan vijftien jaar.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder en de modaliteiten volgens welke de afschrijvingslasten en de inrichtingswerken in aanmerking genomen worden.

**Art. 218/7.** Als het centrum voor gezinsplanning ook een bijkomende erkenning geniet als referentiecentrum waar abortus gepleegd wordt, omvat de toelage bedoeld in artikel 218/6, § 1, 1°, de personeelsleden die daarvoor aangesteld zijn.

Voor de overige referentiecentra verleent de Regering een bijkomende toelage met inachtneming van de bepalingen die desgevallend al naar gelang van de thematiek door andere stelsels aangenomen worden.

**Art. 218/8.** Het forfaitair bedrag betreffende het dagelijkse beheer wordt door de Regering bepaald op grond van het aantal voltijds equivalenten dat krachtens artikel 218/6, § 1, 1°, gesubsidieerd wordt.

**Art. 218/9.** De toelage betreffende de overige uitgaven wordt berekend op basis van een forfaitair bedrag per voltijds equivalent onder de personeelsleden bedoeld in artikel 218/6, § 1, 1°, met uitzondering van het personeel aangesteld in het referentiecentrum, en beperkt tot de door het centrum voor gezinsplanning gerechtvaardigde uitgaven.

De Regering bepaalt het forfaitair bedrag bedoeld in het vorige lid.

**Art. 218/10.** De modaliteiten tot betaling van de toelagen worden door de Regering bepaald.

**Art. 218/11.** De toelagen bedoeld in de artikelen 218/6 tot 218/9 worden geïndexeerd overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij de wet van 2 augustus 1976 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, subsidies en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

*Afdeling 6. — Beoordeling - controle - sancties*

**Art. 218/12.** De administratieve, financiële en kwalitatieve controle van het centrum voor gezinsplanning wordt gevoerd door de daartoe aangewezen personeelsleden.

Ze hebben vrije toegang tot de lokalen van het centrum voor gezinsplanning en hebben het recht om ter plaatse inzage te nemen van de stukken en documenten die ze nuttig achten om hun opdracht te vervullen, of erom te verzoeken zowel bij het centrum voor gezinsplanning als bij de authentieke bronnen die er eventueel over beschikken.

Ze voeren hun controle met het oog op de verbetering van de praktijken en volgens het systeem van de participatieve beoordeling.

**Art. 218/13.** § 1. Het centrum voor gezinsplanning richt jaarlijks aan de Regering, met inachtneming van de modaliteiten en de inhoud die zij bepaalt, een activiteitenrapport met kwantitatieve gegevens over alle activiteiten die het tijdens het afgelopen jaar heeft uitgeoefend.

Dat activiteitenrapport evalueert de activiteiten in verband met het « Project van centrum voor gezinsplanning ».

Gelijktijdig legt het centrum voor gezinsplanning desgevallend een bijwerking van het « Project van centrum voor gezinsplanning » over of rechtvaardigt het het gebrek aan bijwerking ervan.

De periodiciteit kan door de Regering herzien worden voor het geheel of een deel van het activiteitenrapport indien het « Project van centrum voor gezinsplanning » de doelstellingen bepaalt waarvan de evaluatie niet doorgevoerd kan worden over een duur van één jaar of minder.

§ 2. De Regering bepaalt binnen welke termijn en volgens welke modaliteiten het activiteitenrapport aan haar diensten voorgelegd moet worden.

§ 3. Het centrum voor gezinsplanning geeft de Regering jaarlijks kennis van de recapitulatieve afrekening van de uitgaven i.v.m. de uitoefening van haar opdrachten volgens de modaliteiten, via het model en binnen de termijnen voorgeschreven door de Regering.

**Art. 218/14.** De Regering maakt het genormaliseerde boekhoudplan van het centrum voor gezinsplanning op.

**Art. 218/15.** De erkenning als centrum voor gezinsplanning of referentiecentrum kan elk ogenblik ingetrokken worden wegens niet-naleving van de bepalingen van deze titel of van de krachtens deze titel vastgelegde bepalingen.

De intrekking van de erkenning als centrum voor gezinsplanning brengt in ieder geval van rechtswege de intrekking van de erkenning als referentiecentrum met zich mee.

**Art. 218/16.** De procedures tot intrekking van de erkenning worden nader bepaald door de Regering.

Daartoe bepaalt zij de vormen en termijnen en ziet ze toe op de inachtneming van de rechten van de verdediging.

**Art. 218/17.** Het toezicht en de controle op het gebruik van de toelagen worden gevoerd overeenkomstig de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof.

**Art. 218/18.** Elke organisator of directeur van een centrum of dienst dat/die zonder erkenning de benaming « centre de planning familiale et conjugale agréé et subventionné par la Région wallonne » draagt, kan veroordeeld worden tot een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en tot een boete van 25 tot 75 euro of tot slechts één van die straffen.

*HOOFDSTUK III. — Federaties van centra voor gezinsplanning*

**Art. 218/19.** De Regering kan meerjarige overeenkomsten sluiten met de representatieve federaties van centra voor gezinsplanning met het oog op de bevordering en de coördinatie van specifieke acties van de sector.

Om representatief te zijn moet de federatie minstens twaalf erkende centra voor gezinsplanning tellen.

De modaliteiten tot toekenning van de toelagen worden door de Regering bepaald.

*HOOFDSTUK IV. — Overgangsbepalingen*

**Art. 218/20.** De personeelsleden van wie de arbeidsovereenkomst melding maakt van de opvangactiviteit op de datum van inwerkingtreding van dit decreet en die gunstig beoordeeld worden door hun werknemer en over de door de Regering bepaalde ervaring beschikken, mogen die opvangactiviteit uitoefenen.

**Art. 218/21.** Artikel 212, § 2, is van toepassing op de centra voor gezinsplanning erkend krachtens het Waalse wetboek voor sociale actie en gezondheid, decretaal luik, als ze andere lokalen betrekken na de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

**Art. 218/22.** § 1. Het centrum voor gezinsplanning erkend krachtens het Waalse wetboek voor sociale actie en gezondheid, decretaal luik, dient een nieuwe erkenningsaanvraag in binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet.

De aanvraag moet binnen die termijn aangevuld worden met het « Project van centrum voor gezinsplanning ».

Zo niet wordt het centrum voor gezinsplanning niet meer erkend na afloop van die periode van zes maanden.

§ 2. In afwachting van het besluit tot erkenning beschikt het centrum voor gezinsplanning over een tijdelijke erkenning gedurende de periode in de loop waarvan het zich in overeenstemming brengt met deze normen.

De Regering beschikt over een termijn van zes maanden om de erkenningsaanvragen te onderzoeken vanaf de datum waarop de aanvraag volledig en ontvankelijk is.

De Regering geeft kennis van de datum waarop de termijn ingaat.

Indien na afloop van die termijn geen besluit is genomen, behoudt het betrokken centrum voor gezinsplanning tot 31 december 2014 zijn recht op de toelagen verleend op basis van de bepalingen van het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid, decretaal luik, die van toepassing zijn de dag voor de inwerkingtreding van dit stelsel.

§ 3. Artikel 218/2 is niet van toepassing in het kader van de erkenningsprocedure bedoeld in de paragrafen 1 en 2.

§ 4. Vanaf 1 januari 2015 en voor de vijf volgende jaren worden de toelagen i.v.m. de personeelsuitgaven bedoeld in artikel 218/6, § 1, 1° en 3°, berekend volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

§ 5. De toelage bedoeld in artikel 218/6, § 1, 2°, wordt aan het centrum voor gezinsplanning verleend vanaf 1 januari 2015. ».

**Art. 3.** De inwerkingtreding van dit decreet is vastgelegd op 1 januari 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 januari 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

—  
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

*Stukken van het Waals Parlement, 916 (2013-2014). Nrs 1, 1bis tot 4.*

*Volledig verslag, plenaire vergadering van 22 januari 2014.*

Bespreking.

Stemming.

—————  
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200877]

**23 JANVIER 2014. — Décret modifiant le décret du 6 mars 2009 modifiant le Chapitre II, du Titre III, du Livre II, de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux funérailles et sépultures**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il est inséré après le « Chapitre II. — Funérailles et sépultures » et avant la « Section première. — Définitions » un article L1232-0 rédigé comme suit :

« Le présent chapitre ne s'applique pas à la région de langue allemande ».

**Art. 2.** A l'article L1232-1, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, remplacé par le décret du 6 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 7°, les mots « où repose » sont remplacés par les mots « qui a vocation à accueillir »;

2° au 9°, le mot « héritiers » est remplacé par les mots « ayants droit »;

3° au 10°, les mots « héritiers ou » sont supprimés;

4° le 15° est remplacé par ce qui suit :

« 15° thanatopraxie : soins d'hygiène et de présentation pratiqués sur un défunt peu de temps après son décès, en vue, soit de donner au corps et au visage un aspect plus naturel dans l'attente de la mise en bière, soit de répondre à des besoins sanitaires, à des besoins de transports internationaux ou à des besoins d'identification de la dépouille, soit de permettre le déroulement d'activités d'enseignement et de recherche, »;

5° il est créé un 19° libellé ainsi que suit :

« 19° ayant droit : le conjoint ou le cohabitant légal ou, à défaut, les parents ou alliés au 1<sup>er</sup> degré ou, à défaut, les parents ou alliés au 2<sup>e</sup> degré ou, à défaut, les parents jusqu'au 5<sup>e</sup> degré. ».

**Art. 3.** A l'article L1232-2, § 3, du même Code, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Par dérogation aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, la commune et le gestionnaire d'un établissement crématoire dont les cimetières sont contigus peuvent conclure une convention aménageant l'utilisation conjointe de la parcelle d'inhumation des urnes, la parcelle de dispersion et du columbarium. ».

**Art. 4.** L'article L1232-3 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1232-3. § 1<sup>er</sup>. La décision du conseil communal ou de l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale de créer ou étendre un cimetière traditionnel ou cinéraire est soumise à l'approbation du gouverneur de la province. La décision est accompagnée d'un dossier qui comprend un plan de situation, un plan d'aménagement interne ainsi qu'un projet de règlement.

Dans le cas où la création ou l'extension est accompagnée d'une réaffectation de l'ancien cimetière, le conseil communal ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou l'organe compétent de l'intercommunale fournit également un plan de réaffectation de celui-ci.

La décision du gouverneur de province s'appuie sur les avis des organes que le Gouvernement wallon désigne. Parmi les organes désignés, le Gouvernement wallon indique ceux dont l'avis requis est conforme.